

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 16 (1966)

Heft: 3

Buchbesprechung: Etudes d'histoire du droit canonique [déd. à Gabriel le Bras]

Autor: Meylan, Henri

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

im 18. Jahrhundert die selbständigste Europas war, im 20. vorbehaltlos in die universale Papstkirche eingegliedert wurde. Die kirchenpolitischen Ereignisse in der Schweiz sind in ihren Grundzügen dargestellt. Anhand des Namen- und Sachregisters sind Vergleiche zwischen den einzelnen Ländern leicht durchführbar. Parallel der verfassungsrechtlichen Auseinandersetzung ging die geistesgeschichtliche rund um das Problem der Aussöhnung des Katholizismus mit der modernen Kultur. Die Schonungslosigkeit, mit der unter Pius X. dieses «aggiornamento» bekämpft wurde, traf in einzelnen Fällen Männer, die einfach das Unglück hatten, ein halbes Jahrhundert zu früh recht zu haben.

Feines Werk setzt mit der Untersuchung von Rechtssetzungen in den urchristlichen Gemeinden ein und schließt mit dem Ausblick auf das II. Vatikanische Konzil. Er erlebte den Abschluß desselben nicht mehr; aber die Fragen, die er abschließend stellte, zeigen, mit welchem Interesse der Geschichtsschreiber des Kirchenrechts das Gegenwartsgeschehen verfolgte: «Wird das Konzil eine neue Periode des Kirchenrechts einleiten, im Innern der Kirche selbst, Papst, Kurie, Bischofsamt, Klerus und Laien betreffend, etwa im Sinne einer Lockerung des straffen kurialen Zentralismus, wie ihn das 19. und 20. Jahrhundert ausgebildet hat, wie auch im Verhältnis zur Ostkirche und zu den andern christlichen Kirchen?»

Schaffhausen

Karl Schib

Etudes d'histoire du droit canonique, dédiées à Gabriel LE BRAS, Doyen honoraire de la Faculté de droit de Paris. Paris, Sirey, 1965. XXXIX + 1471 p. et pl.

Ces deux gros volumes de plus de 1500 pages sont un hommage mérité, rendu par ses collègues et ses anciens élèves, à l'un des maîtres incontestés de cette discipline. Aux Français se sont joints des Italiens, des Espagnols, des Allemands, des Anglais, un Hollandais, des Belges, mais aucun Suisse — on ne peut que regretter cette carence de notre pays. En tête de l'ouvrage, une bibliographie des livres, articles et recensions critiques du maître atteste la variété des domaines dans lesquels s'est exercée son étonnante puissance de travail.

Les contributions qui lui sont offertes sont réparties en quatre sections: Sources du droit canonique, l'Eglise et les pouvoirs séculiers, Droit canonique et droit romain au moyen âge, Personne, famille et société. A elle seule, l'énumération de ces articles remplirait cinq ou six pages de cette *Revue*. Je me bornerai donc à signaler ici l'un ou l'autre d'entre eux. Si l'antiquité est réduite à peu de chose, le moyen âge en revanche et la période moderne, XIX^e siècle inclus, sont à l'honneur. L'érudition y a sa large part, des textes inédits sont publiés ou analysés, mais la réflexion y trouve son compte, et le lecteur recueille au passage nombre de suggestions stimulantes et de vues nouvelles.

Tandis que C. R. CHENEY, qui a fait paraître à Oxford en 1964 avec F. M. POWICKE, le tome II des *Councils and Synods*, caractérise la législation diocésaine de l'Angleterre au XIII^e siècle (p. 41—54), R. BESNIER nous apprend que le diocèse de Paris a tenu régulièrement, de 1715 à 1790, ses synodes, «coram officiali» pour les 60 curés de la capitale et des faubourgs, «coram archidiacono» pour les curés de la campagne, «coram Archiepiscopo» pour le clergé entier (p. 33—40). P. ANDRIEU-GUITRANCOURT retrace le difficile rétablissement des officialités françaises au cours du XIX^e siècle (p. 399—436). Chose curieuse, ce n'est pas l'Etat qui s'y est opposé, ce sont les évêques eux-mêmes, par mépris ou ignorance du droit canonique, par crainte surtout de perdre une parcelle de leur pouvoir de juge sur le clergé, en sorte que c'est à Rome que les prêtres victimes d'une sentence arbitraire doivent en appeler!

Le spécialiste du droit des Hôpitaux, JEAN IMBERT, retrace l'attitude de l'Eglise et celle de l'Etat face au problème hospitalier au XVI^e siècle (p. 577—592), et R. VILLERS étudie l'imposition des biens d'Eglise dans les grands pays catholiques au XVIII^e siècle, parallèle suggestif qui éclaire d'un jour nouveau ce qui se passera dans la France de 1789 (p. 743—751). Relevons, en passant, la note de MADELEINE et JEAN PORTEMER sur les ouvrages de droit canon ayant appartenu à Richelieu (p. 307—323), et le portrait pas flatté, mais savoureux que JACQUELINE RAMBAUD-BUHOT trace de Baluze, le bibliothécaire de Colbert, qui à 80 ans perdit sa chaire de droit canonique au Collège de France, pour avoir publié contre le gré du roi son *Histoire généalogique de la maison d'Auvergne* (p. 325—342).

L'«utrumque jus», comme de juste, fait l'objet de plusieurs articles, portant sur un point particulier, ainsi les «Questiones Andegavenses» de GERARD FRANSEN (p. 897—911), ou «Pierre de Fontaines et le droit romain» par P. PETOT (p. 955—964), et d'une brillante synthèse de P. LEGENDRE: «Le droit romain, modèle et langage. De la signification de l'Utrumque jus» (p. 913—930). Le P. CONGAR publie et commente avec son érudition coutumière une liste tirée d'un manuscrit de Cambridge (Trinity College, 292): «In istis differunt et discordant canoniste et theologi» (p. 861—884).

Les spécialistes d'histoire économique apprécieront particulièrement l'étude fouillée de B. SCHNAPPER sur les rentes chez les théologiens et les canonistes du XIII^e au XVI^e siècle (p. 965—995). En matière de droit public, les deux contributions convergentes de MARGUERITE BOULET-SAUTEL, le «Princeps» de Guillaume Durand (p. 803—813), et de R. FEENSTRA sur Jean de Blanot (p. 885—895), éclairent la genèse du fameux brocard: «Rex est imperator in regno suo.» De son côté, G. CHEVRIER analyse de façon pénétrante les critères de la distinction du droit privé et du droit public dans la pensée savante médiévale (p. 841—859).

Parmi tant de contributions qui mériteraient d'être relevées, citons encore celles de F. GARRISSON sur la condition juridique des pèlerins (p. 1165—

1189), et de J. PH. LEVY sur l'officialité de Paris et les questions familiales à la fin du XIV^e siècle (p. 1265—1294).

Le droit ecclésiastique protestant n'est représenté que par les remarques de M. REULOS: «Ecriture et Discipline» (p. 343—352). Une brève note de G. HUBRECHT sur le concile provincial de Bordeaux en 1528 (p. 169—178) fait mention de la propagation des idées «luthériennes» dans le Sud-ouest, mais l'auteur se trompe lorsqu'il répète après d'autres que Thomas Illyricus aurait prêché à la manière de Luther, car loin de donner dans l'hérésie ce prédicateur de repentance allait sévir comme inquisiteur de la foi sur les terres du duc de Savoie. Très neuves, en revanche, les quelques pages de R. AUBENAS sur les enquêtes de Jean de Rome, le terrible bourreau des Vaudois de Provence, dans la région d'Apt, en 1532 (p. 3—9), et de l'abbé M. VEISSIERE sur le prédécesseur de Guillaume Briçonnet, Louis Pinelle, évêque de Meaux de 1511 à 1516 (p. 1467—1470).

Lausanne

Henri Meylan

WINFRIED TRUSEN, *Anfänge des gelehrten Rechts in Deutschland, Ein Beitrag zur Geschichte der Frührezeption*. Wiesbaden, Franz-Steiner-Verlag, 1962, IX + 279 S. (= Recht und Geschichte, hg. v. Johannes Bärman, Mainz, I.)

Das vorliegende Buch behandelt eine Anzahl von Faktoren, die alle maßgebend an der Entwicklung des gelehrten Rechtes beteiligt gewesen sind. Nach des Verfassers eigener Aussage soll damit «dem Bedürfnis nach einer noch fehlenden zusammenfassenden Darstellung der für die Geschichte der Frührezeption entscheidenden Komponenten» entsprochen werden (S. IX).

Der einleitende Abschnitt ist einer allgemeinen Auseinandersetzung mit dem Problem der Rezeption gewidmet. *Erich Genzmer* und *Franz Wieacker* folgend ist Trusen der Ansicht, daß man die Formel «Rezeption des römischen Rechts» besser gar nicht mehr verwenden sollte, weil weder der Begriff der «Rezeption» noch die Beschränkung auf das «römische Recht» den damals sich vollziehenden Vorgängen adäquat seien (S. 2); es handle sich (zu ergänzen wäre: bei einer Betrachtung der gesamten Entwicklung) auch «nicht nur um Einführung des römischen Rechts, sondern um einen Vorgang, dessen Kern in der Verwissenschaftlichung des deutschen Rechtswesens (nur des deutschen?) zu sehen ist» (S. 3). Diese aus dem genialen Werk von Franz Wieacker, *Privatrechtsgeschichte der Neuzeit* (Göttingen 1952), übernommene Charakterisierung der Entwicklung ist sicherlich zutreffend; indessen ist nicht einzusehen, daß man deshalb auf den durchaus brauchbaren Grundbegriff der Rezeption verzichten sollte! Man muß ihn nur richtig anwenden; auch Trusen kommt in seinen Ausführungen ohne diesen Begriff gar nicht aus! Gleichfalls läßt sich seiner Ansicht nicht beipflichten, daß Rezeption «eigentlich die stoffliche Aufnahme eines Fremdrechtes» bein-